

L'observatoire de l'économie de la zone d'emploi de Brest

La lettre des observatoires de l'ADEUPa
n°111 - octobre 2010

définition de l'observatoire

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoïse », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle de la zone d'emploi de Brest. Il présente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché de l'emploi.

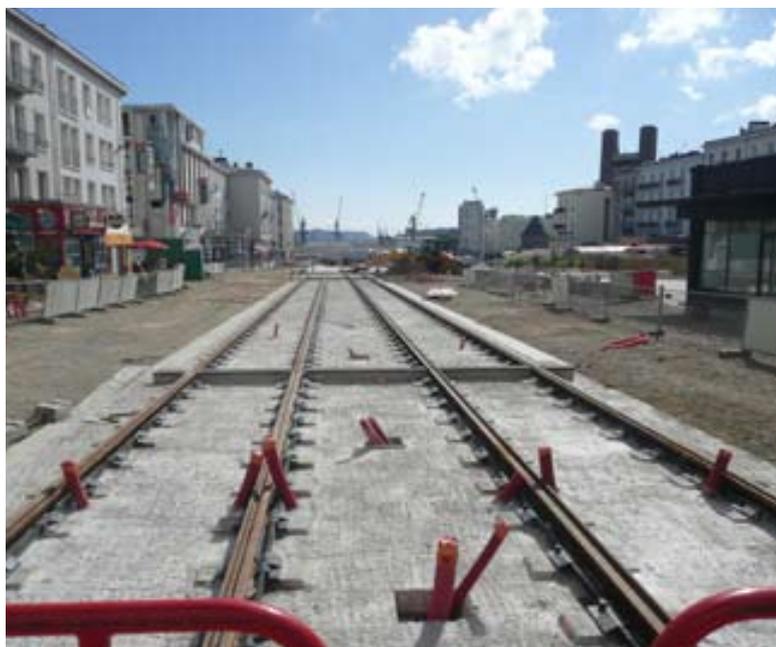
Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses. Ce numéro a été réalisé en collaboration avec Inforem, l'observatoire emploi-formation de Brest métropole océane, qui a effectué l'analyse du marché du travail.



Les partenaires de l'observatoire :

Pôle Emploi • Banque de France • Chambre d'agriculture du Finistère • CRCI de Bretagne • CCI de Brest • CMA29 • Bmo • Direction régionale de l'équipement de Bretagne • Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle • INSEE Bretagne • Direction des services fiscaux • Sous-préfecture • Trésorerie générale • Tribunal de commerce de Brest • UBO • URSSAF du Finistère



Crédit photo : ADEUPa

PREMIER SEMESTRE 2010

L'AMORCE D'UN TOURNANT ?

Après environ 18 mois consécutifs de repli de l'activité et de dégradation de la situation sur le marché du travail, quelques signaux laissent présager une légère amélioration de la conjoncture dans le Pays de Brest. L'industrie est le principal secteur à enregistrer un redressement de la demande comme en témoignent plusieurs indicateurs : progression modérée du chiffre d'affaires et des exportations, rebond de l'emploi intérimaire et recours de plus en plus limité au dispositif de chômage partiel conjoncturel. Pour autant, il semble difficile de parler d'ores et déjà de reprise économique car d'autres secteurs subissent encore les effets de la crise ; c'est notamment le cas des entreprises de construction et de services. Par ailleurs, la fragilité de la reprise mondiale, en particulier les signes d'essoufflement de la croissance américaine, lais-

sent planer des incertitudes sur les mois à venir.

Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi décroît légèrement et pour la première fois depuis deux ans, le taux de chômage recule. Il s'élève désormais à 8,6% dans la zone d'emploi de Brest. En dépit de cette amélioration, la situation s'est dégradée pour les femmes, les seniors et les chômeurs de longue durée. Il faudra probablement attendre 2011 pour voir une amélioration pérenne du marché du travail en France, comme dans le Pays de Brest.

En baisse sur l'ensemble de l'année précédente, le niveau de consommation des ménages semble repartir. Sur un plan financier, un léger mieux est également enregistré. Mais, la prudence reste de mise ; le nouveau recul des dépenses d'investissement sur le marché immobilier le confirme.

Activité économique



Photo : Claude Carnot

DES SIGNES D'AMÉLIORATION DANS L'INDUSTRIE



Le produit du versement transport en euros constants, qui repose sur la masse salariale des entreprises implantées dans l'agglomération brestoise et employant plus de 9 salariés, diminue légèrement par rapport au 1^{er} semestre 2009 (-0,8 %).

Le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest* recule également au cours de la période. Sont principalement touchés les secteurs des services aux entreprises et aux particuliers. En revanche, les commerçants et industriels semblent bénéficier d'une timide reprise des ventes. Pour les activités industrielles, le chiffre d'affaires du 2^e trimestre renoue pour la première fois avec les niveaux de l'avant-crise.

La valeur des exportations progresse de 6 % par rapport au 1^{er} semestre 2010. Ce rebond est à mettre au compte d'un redressement des ventes à l'étranger de produits industriels. Les entreprises ont profité de l'accélération de la demande des économies développées et émergentes, mais également de la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

* Source : Direction des services fiscaux - en euros constants. Les renseignements concernent les entreprises qui déposent des déclarations CA3 selon le régime réel normal ; sont exclues celles qui dépendent de la Direction des Grandes Entreprises.

HÔTELLERIE : LA CLIENTÈLE D'AFFAIRES AU RENDEZ-VOUS

En dépit d'un début d'année difficile, les professionnels de l'hôtellerie bénéficient d'une augmentation des nuitées d'affaires par rapport au 1^{er} semestre 2009 (+3 %). Sur la période, la clientèle d'affaires représente plus des deux tiers de l'activité hôtelière dans le Pays de Brest.

UN TRAFIC AÉRIEN EN RETRAIT

Après avoir bien résisté à la crise générale du transport aérien en 2009, l'aéroport Brest Bretagne enregistre un trafic passagers en net retrait au 1^{er} semestre 2010 : -3,6 % par rapport au 1^{er} semestre de l'année passée. Toutes les lignes sont impactées. Les lignes régulières baissent de 3,1 % ; les liaisons avec Paris reculent même de 6,1 % (-7,7 % sur Orly). Les liaisons charters s'en tirent un peu mieux (-1 %). Les implantations sur la plateforme du Ponant, dès la rentrée, de la compagnie low cost Easyjet pour une desserte des lignes sur Paris et sur Lyon et, dans une moindre mesure, de la compagnie Chailair pour la liaison avec Lille, devraient contribuer à infléchir la tendance au 2nd semestre.

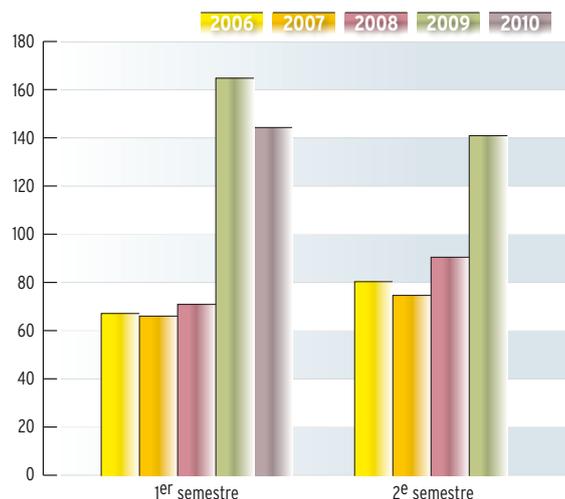
CRÉATION D'ENTREPRISES EN BERNE DANS LES SECTEURS DU COMMERCE ET DES SERVICES

Le nombre d'entreprises créées (hors auto-entrepreneurs) a fléchi de 12 % par rapport au 1^{er} semestre de l'année précédente. Cette tendance à la baisse, amorcée en 2008, se prolonge. Après le secteur du bâtiment en 2009, ce sont les domaines du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des services aux particuliers qui s'inscrivent désormais en net retrait.

UN NIVEAU DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES ENCORE ÉLEVÉ

Bien qu'en recul de 13 % par rapport au 1^{er} semestre 2009, le nombre de redressements et liquidations judiciaires demeure important par rapport aux niveaux constatés avant la crise. Au total, 112 liquidations et 32 redressements judiciaires ont été prononcés ; le domaine du bâtiment est particulièrement impacté.

NOMBRE DE REDRESSEMENTS ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Photo : Claude Carnot



INDUSTRIE

Premier secteur à avoir été touché par la crise dès le 2^e semestre 2008, l'industrie est aussi semble-t-il la première à bénéficier d'une reprise de l'activité. Plusieurs indicateurs en témoignent : progression du chiffre d'affaires, rebond des exportations, nette hausse de l'emploi intérimaire et recours très limité au dispositif de chômage partiel. En dépit d'une amélioration du climat des affaires, les entreprises restent prudentes : les investissements sont peu nombreux et sur le marché du travail, le recours à l'intérim semble privilégié.

RÉPARATION NAVALE CIVILE

Comme au second semestre 2009, la réparation navale civile à Brest affiche une activité en dent de scie. Après un mois de janvier très chargé, une période de février à avril difficile, les activités ont nettement repris avec un plan de charge optimal jusqu'à juin. Au total, 16 navires se sont succédé dans les formes, soit 3 de mieux qu'au 1^{er} semestre 2009. En revanche, les bateaux furent moins nombreux sur les quais (14 contre 17). Le nombre de jours d'occupation des formes est en progression de 26 % tandis que celui des quais recule de 27 %. Le nombre d'heures de grues augmente (+11 %).

ACTIVITÉS PORTUAIRES

Avec 1,3 million de tonnes traitées sur le 1^{er} semestre, le trafic du port de commerce de Brest fléchit de 5 % par rapport à la même période de 2009. Les vracs solides agroalimentaires, qui avaient jusque-là porté la croissance du port, sont en recul de 24 %. S'y ajoutent les retraits des vracs liquides agroalimentaires (-4 %) et des vracs liquides énergie (-2 %). Les sables exceptés (-18 %), tous les autres trafics progressent : +15 % pour le ciment, +41 % pour les ferrailles. Le trafic des conteneurs, qui marquait le pas en 2009, repart à la hausse (+16 %). Le transfert des viandes congelées sur palettes (-46 %)

vers les conteneurs (+10 %) se poursuit. L'implantation en juin d'une nouvelle compagnie de transports conteneurisés (Samskip) s'ajoute aux grands opérateurs mondiaux déjà présents : Maersk, MSC et CMA-CGM.

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le niveau des carnets de commande des entreprises reste bas et les perspectives d'activité incertaines. Le dispositif de chômage partiel, pour motif économique, a en revanche été nettement moins utilisé qu'en 2009. Dans un contexte très concurrentiel, les prix des devis s'inscrivent toujours en retrait, fragilisant les trésoreries de nombreux établissements et conduisant à des défaillances d'entreprises. Quelques employeurs importants du Pays de Brest ont ainsi fait l'objet d'un redressement judiciaire courant 2010 : Colesco (Ploudaniel, 117 salariés), Laot Habitat (Guipavas, 173 salariés) et Le Got industrie (Le Drenec, 163 salariés) par exemple.

TOURISME

La fréquentation touristique d'avril à juin 2010 a été plutôt bien orientée. Les conditions météorologiques ensoleillées du mois d'avril ont favorisé la venue de visiteurs au printemps. Par ailleurs, les clientèles étrangères, plus nombreuses qu'en 2009, ont également contribué à la bonne tenue de l'activité.

ENVOLÉE DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE

4 181 intérimaires sont enregistrés fin juin dans le Pays de Brest, selon Pôle emploi ; les principales activités ayant recours à l'intérim relèvent des secteurs de l'industrie (60 % des effectifs), de la construction (21 %) et du tertiaire (19 %). Depuis un an, les effectifs de l'intérim sont repartis à la hausse (+45 %), principalement dans le secteur industriel. Ce rebond est supérieur aux résultats enregistrés dans le Finistère et en Bretagne respectivement +20 % et +24 %.

ÉVOLUTION MENSUELLE DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE (CVS)

Source : Pôle emploi, données provisoires

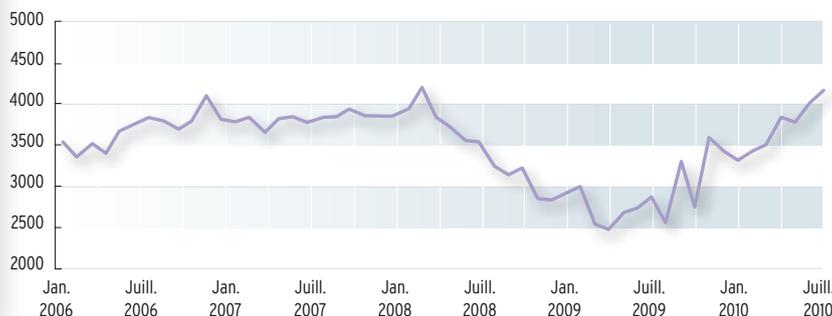
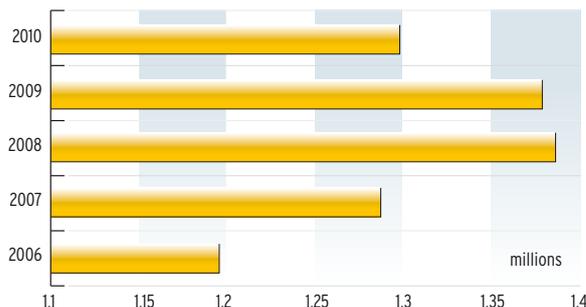


Photo: René Tanguy

ACTIVITÉ DU PORT DE COMMERCE AU 1^{ER} SEMESTRE



Source : CCI de Brest

Conjoncture mondiale et nationale : une reprise fragile

Au 1^{er} semestre 2010, l'économie mondiale a enregistré un rebond de croissance : ces résultats ont été portés par les mesures de relance et le dynamisme de l'Asie.

Pour le second semestre, les perspectives économiques semblent moins favorables. Aux États-Unis notamment, l'économie montre des signes d'essoufflement et la zone euro pourrait être touchée par ce ralentissement, via les débouchés à l'exportation.

En France, la hausse d'activité devrait être modérée d'ici la fin de l'année et devrait reposer sur la consommation des ménages et, pour la première fois depuis 2008, sur la stabilisation de l'investissement en construction. Pour l'ensemble de l'année, l'INSEE table sur une croissance de 1,6 %.

IMMOBILIER D'ENTREPRISES REPLI IMPORTANT DES AUTORISATIONS



La surface autorisée en locaux d'activités dans le Pays de Brest évolue fortement à la baisse (-42 % par rapport au 1^{er} semestre 2009).

Le recul concerne principalement le marché des bâtiments industriels. Pour le 2^e semestre consécutif, le niveau d'investissement y reste très limité. Ce marché subit en plus le contrecoup de

grosses opérations autorisées au 1^{er} semestre 2009 (SDMO à Guipavas et Emily à Tréflévénez).

Le marché de l'immobilier de bureaux se distingue par un niveau d'investissement bien orienté. Une importante opération réalisée par le groupe Crédit Mutuel Arkéa à Guipavas contribue à ces résultats.

SURFACE DES LOCAUX AUTORISÉS AU 1^{ER} SEMESTRE

Source : DREAL



Principales opérations autorisées au 1^{er} semestre 2010

Source : DREAL - SIT@DEL2

| Demandeur | Lieu des travaux | Nature de la demande | Shon |
|------------------------------|---|----------------------|-----------------------|
| SARL Les Photinias | 255 rue Antoine de S ^t -Exupéry - Guipavas | Bureaux | 3 862 m ² |
| SARL Les Azalées | 115 rue Antoine de S ^t -Exupéry - Guipavas | Bureaux | 3 750 m ² |
| SAS Eco Parc du Moulin Blanc | Rue André Chenier - Guipavas | Bureaux | 16 507 m ² |
| SEMPI | Quai de l'Amirauté - Brest | Bureaux | 1 569 m ² |



Photo : René Tanguy



Photo : René Tanguy

Économie bretonne

La conjoncture agricole du 1^{er} trimestre 2010 apparaît, selon la DRAAF*, globalement moins défavorable qu'aux trimestres précédents, notamment pour les filières lait et porc. Les exportations s'inscrivent en nette hausse, en lien notamment avec la reprise des ventes de produits laitiers.

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la Banque de France constate un repli de l'activité. Les prix des devis restent nettement orientés à la baisse sans aucun signe de renversement de cette tendance.

L'emploi en Bretagne progresse au 2^e trimestre pour le 3^e trimestre consécutif ; la situation de l'emploi salarié s'améliore selon l'INSEE, grâce notamment à une envolée de l'intérim.

*DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

Marché du travail

DEMANDEURS D'EMPLOIS

EFFECTIF EN LÉGER REPLI AU 1^{ER} SEMESTRE 2010



Fin juin 2010, la zone d'emploi de Brest comptait 13 182 demandeurs d'emploi de catégorie A¹. La progression annuelle est forte : +9 % contre +7 % en Bretagne et +6 % en France. Mais sur les six premiers mois de l'année 2010, le nombre de demandeurs d'emploi décroît. Le repli est certes mesuré (-2 % aux niveaux local et régional, -0,4 % en métropole), pour autant, il constitue une bonne nouvelle dans ce contexte difficile.

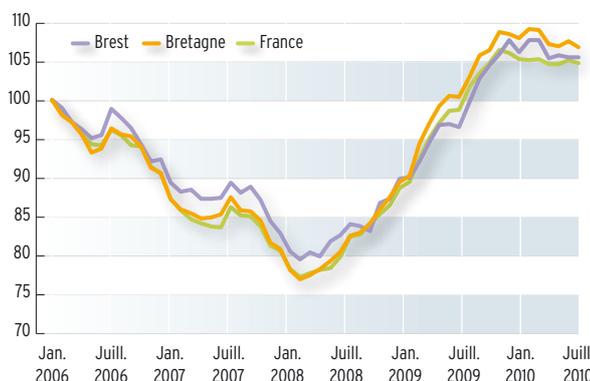
Cette baisse n'est toutefois pas continue et varie selon les territoires. Ainsi, de janvier à juin 2010, la courbe des demandeurs d'emploi de catégorie A évolue en dents de scie, que ce soit dans la zone d'emploi de Brest ou en France métropolitaine. En Bretagne, l'évolution est plus constante et s'oriente à la baisse, malgré un pic en mai. Cet effet « yo-yo » du nombre d'inscrits à

Pôle emploi reflète la fragilité actuelle du marché du travail. Les experts (INSEE, OCDE...) prévoient une amélioration pérenne du marché de l'emploi plutôt en 2011.

Dans la zone d'emploi de Brest, 21 317 demandeurs d'emploi sont inscrits dans les catégories A, B² et C³ fin juin 2010. En un an, leur nombre s'est accru de 11 % contre 9 % en Bretagne et en métropole. L'évolution locale et régionale de la courbe du nombre de demandeurs d'emploi n'a pas été linéaire ce semestre et a enregistré régulièrement des pics et des reculs, tandis qu'en France, la hausse a été continue depuis le mois de janvier 2010.

De manière générale, le nombre d'inscrits en catégorie C progresse depuis le début de l'année, quel que soit le territoire, malgré une baisse en mai.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A (INDICE 100 EN JANVIER 2006) en données CVS*



* CVS : correction des variations saisonnières
Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère - Traitement ADEUPA

Parallèlement, les effectifs en catégorie B augmentent aussi depuis début 2010, même si leur nombre a ponctuellement chuté en avril dans la zone d'emploi de Brest.

Suite au léger repli du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A observé ce semestre, on peut donc penser que la progression des inscrits en B et C résulte d'un glissement de catégorie : ainsi, les demandeurs d'emploi jusqu'à présent enregistrés en catégorie A auraient plus travaillé ce semestre, rejoignant ainsi les catégories B et C.

TAUX DE CHÔMAGE : PREMIER RECUIL DEPUIS DEUX ANS

Source : INSEE

Au 2^e trimestre 2010, le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest s'élève à 8,6 % de la population active et recule de 0,5 point par rapport au trimestre précédent. Ce repli est le premier enregistré depuis deux ans, date du début de la dégradation de la conjoncture, et constitue un signe de bon augure.

Cette amélioration rejoint celles observées depuis fin 2009 en France et début 2010 en Bretagne. Désormais, le taux de chômage atteint 7,9 % en région et 9,3 % en métropole.

UNE ACCÉLÉRATION DU CHÔMAGE CHEZ LES FEMMES, LES SENIORS ET LES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

Pour la première fois depuis fin 2008, les femmes sont plus touchées que les hommes par le chômage. Ainsi, dans la zone d'emploi de Brest, les effectifs féminins inscrits à Pôle emploi ont progressé de 12 % en un an contre 9 % chez les hommes.

Cette tendance s'observe également en Bretagne et en France et laisse à penser que la crise, qui a d'abord touché les secteurs traditionnellement masculins, s'est diffusée à l'ensemble de l'économie, et notamment aux activités tertiaires.

Par ailleurs, la forte progression de l'emploi intérimaire observée ce semestre a pu profiter aux hommes. Ils représentent désormais 52 % des demandeurs d'emploi de catégorie A.



Photo : Franck Belemrin

La structure de la demande d'emploi fin juin 2010

Données brutes - Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

| | Zone d'emploi de Brest | | Bretagne | | France | |
|--------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | Part en % / cat A | Évolution sur un an | Part en % / cat A | Évolution sur un an | Part en % / cat A | Évolution sur un an |
| Jeunes | 14,6 % | +4,6 % | 15,2 % | +1,0 % | 15,5 % | -0,2 % |
| Femmes | 48,2 % | +12,1 % | 47,7 % | +7,6 % | 47,5 % | +7,0 % |
| Seniors | 19,7 % | +22,9 % | 19,4 % | +23,2 % | 18,7 % | +17,9 % |
| Chômeurs de longue durée | 32,3 % | +32,2 % | 29,9 % | +34,3 % | Non connu | Non connu |

- 1 - Catégorie A : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Principal indicateur mensuel du chômage, il correspond aux personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un emploi quel qu'il soit.
- 2 - Catégorie B : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois).
- 3 - Catégorie C : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

L'accélération du chômage chez les jeunes semble s'atténuer. Après une croissance à deux chiffres dès le début de la crise, le nombre d'inscrits de moins de 25 ans à Pôle emploi tend à se stabiliser : +5 % en un an contre +1 % en Bretagne et -0,2 % en France.

Le chômage des jeunes dans la zone d'emploi de Brest est équivalent aux moyennes régionale et nationale : 15 % des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans.

Ces « bons » chiffres ne signifient pas pour autant que la situation des jeunes s'améliore sur le marché du travail. Ils sont ainsi plus touchés par le chômage que les autres classes d'âge.

L'insertion des seniors s'aggrave : en un an, le nombre d'inscrits a bondi de 23 % dans la zone d'emploi de Brest (comme en Bretagne ; +18 % en France). Désormais, 1 demandeur d'emploi sur 5 est âgé de 50 ans et plus (même proportion en région et en métropole).

La situation est également difficile pour les chômeurs de longue durée. Près d'un tiers des inscrits à Pôle emploi recherchent un travail depuis au moins un an, soit deux points de plus qu'en Bretagne. Le chômage de longue durée est donc particulièrement prégnant localement. Il pourrait encore se détériorer dans les prochains mois.

EMBAUCHES



UN VOLUME EN PROGRESSION

84 446 embauches ont été réalisées au 1^{er} semestre 2010 sur le Pays de Brest, soit 7 050 de plus qu'à la même période l'année dernière (+9 %).

Les activités de services administratifs et de soutien⁴, de la santé humaine, de l'action sociale, du commerce et de la réparation automobile, de l'hôtellerie-restauration, de l'agriculture-pêche et des activités récréatives / spectacles sont les principaux secteurs recruteurs.

Les embauches ont fortement progressé dans les activités de services administratifs et de soutien (+18 %, en lien avec la reprise de l'emploi intérimaire), dans la santé humaine et l'action sociale (+11 %), ainsi que dans le commerce et la réparation automobile (+11 %). Dans une moindre mesure, elles se sont également accrues dans la construction (+8 %) et l'hôtellerie-restauration (+5 %).

A l'inverse, le nombre d'embauches a fortement chuté dans les activités agricoles (-14 %) et financières (-10 %).

LE VOLUME ET LA QUALITÉ DES OFFRES D'EMPLOI DÉPOSÉES SONT EN NETTE AMÉLIORATION

Dans la zone d'emploi de Brest, jamais autant d'offres n'avaient été déposées à Pôle emploi, même avant la dégradation de la conjoncture. Ceci est d'autant plus surprenant que ce phénomène ne s'observe pas en Bretagne et en France, dont le volume d'offres peine à retrouver son niveau d'avant-crise.

Cette forte progression (+34 % en un an contre +18 % en région et +16 % en métropole) a surtout été visible durant le 1^{er} trimestre 2010. La tendance s'est confirmée au 2^e trimestre, avec un maintien du nombre d'offres collectées dans la zone d'emploi de Brest (contre -2 % en Bretagne). L'autre bonne nouvelle vient de la qualité des offres déposées. Certes, les offres temporaires (1 à 6 mois) restent majoritaires, mais le nombre d'offres durables (> 6 mois) se redresse progressivement, notamment sur le 2^e trimestre 2010. La durée des offres s'accroît, tant à l'échelle locale, régionale et nationale.

4 - Activités de services administratifs et de soutien : activités administratives, intérimaires, de nettoyage - propreté, de sécurité...



Photo : Claude Carnot

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DPAE DANS LE PAYS DE BREST



DPAE : Les Déclarations Préalables à l'Embauche ont pour avantage de comptabiliser l'ensemble des embauches réalisées sur le territoire (et pas seulement les offres déposées à Pôle emploi) mais elles présentent l'inconvénient de prendre en compte toutes les offres, temporaires comme pérennes. - Source : Pôle emploi, traitement INFOREM.

ÉVOLUTION DES OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES À PÔLE EMPLOI (INDICE 100 EN JANVIER 2003)

Données CVS (correction des variations saisonnières) - Source : Pôle Emploi - Traitement ADEUPa



Les ménages

UN NIVEAU DE CONSOMMATION QUI SEMBLE REPARTIR



L'impact de la crise s'est notamment traduit dans le Pays de Brest par une tendance à la baisse de la consommation des ménages à partir du début 2009. Certes la réduction du niveau de consommation dans le commerce de détail avait été d'une faible ampleur, mais le rythme ne s'était jamais inversé au long des 4 trimestres de l'an-

née. Avec une très légère reprise, le premier trimestre 2010 marque une rupture et cette amélioration se confirme au 2^e trimestre.

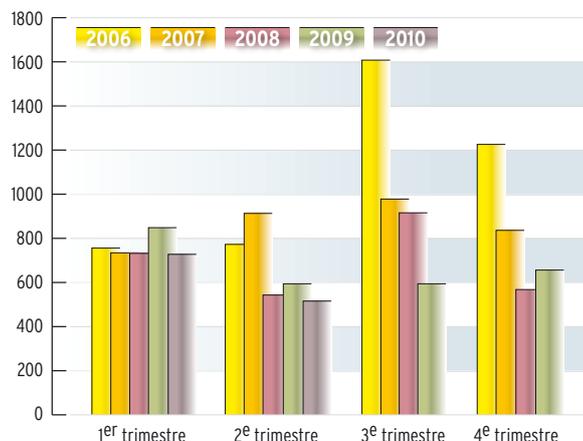
Après une année 2009 difficile sur le plan financier, les ménages du Pays de Brest enregistrent une légère amélioration de leur trésorerie. Cette évolution est toutefois à prendre avec précaution puisque le niveau de trésorerie n'atteint toujours pas celui du début 2009.

Dans cette période d'incertitude, les ménages ne semblent pas enclins à emprunter pour conserver leur niveau de consommation. Le recours au crédit revolving poursuit sa baisse entamée depuis le début de la crise. En revanche, le recours au crédit à la consommation progresse pendant cette première partie d'année.



Photo : imicphoto

NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISÉS



Source : DRE - Sitadel

DES MÉNAGES PRUDENTS POUR L'AVENIR



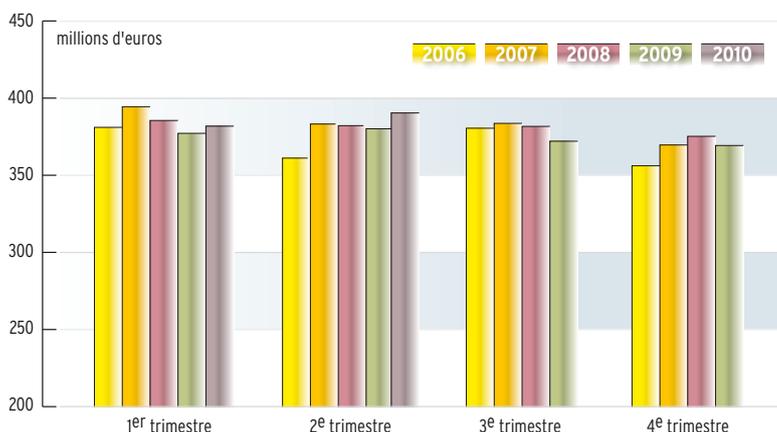
Sur le plan financier, les ménages maintiennent leur intérêt vers les placements immobiliers : les crédits immobiliers conservent un niveau élevé et la légère reprise de l'épargne logement se confirme, mais conserve une ampleur très limitée. Cela peut s'expliquer par l'arbitrage avec les rendements boursiers qui sont moins performants depuis la crise financière.

Le nombre de permis de construire a significativement diminué au 1^{er} semestre 2010. La baisse constatée du logement s'élève à plus de 10 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 ; si le marché de l'individuel pur est en progression, l'évolution est sensiblement moins favorable pour le collectif. Le dispositif Scellier ne couvre plus que le territoire de Brest métropole océane depuis mai 2009, ce qui a eu comme effet un moindre dynamisme sur la construction de collectifs en périphérie de l'agglomération. La bonne santé de l'individuel pur peut notamment s'expliquer par le faible niveau des taux d'intérêt.



Photo : Jean-Yves Guillaume

CHIFFRE D'AFFAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL



Source : direction des services fiscaux

En France, le pouvoir d'achat ne s'est pas amélioré dans un contexte de faible inflation et les ménages se déclarent, selon l'INSEE, plus inquiets face au chômage et à la situation économique. Ils ont légèrement augmenté leurs dépenses d'investissement ; la progression est certes modeste mais elle interrompt une phase de 9 trimestres consécutifs de recul. La baisse des taux de crédits devrait augurer d'une poursuite de cette tendance tout comme elle explique la hausse du volume des prêts « habitat ». Le premier semestre se caractérise également par une augmentation du nombre des permis de construire. Le recours aux crédits à la consommation ne progresse plus à partir du printemps. Les achats de services par les ménages augmentent alors que dans le même temps, les achats d'automobiles diminuent après la baisse de la « prime à la casse ».

Carte des découpages territoriaux sur la zone d'emploi de Brest



Quelques chiffres clés de la zone d'emploi de Brest

Estimation d'emplois au 31 décembre 2007 **153 878**
Source : INSEE dont **141 962** emplois salariés

Nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2010

| | |
|-------------|---------------|
| Catégorie A | 13 182 |
| Catégorie B | 3 234 |
| Catégorie C | 4 901 |

Source : DDTEFP

Taux de chômage au 2^e trimestre 2010 **8,6 %**

Source : INSEE

Dates du semestre

JANVIER

- Le groupe **Le Saint** (Bourg-Blanc, grossiste en fruits et légumes) se développe : il ouvre une implantation à Lorient pour sa filiale **Top Atlantique**, spécialisée dans la vente de poissons et fruits de mer et rachète la société nantaise **Templier Primeur** à Nantes.

FÉVRIER

- Un nouveau **master sur les énergies marines renouvelables** vient d'être homologué par la Conférence des Grandes écoles. Cette formation unique en France débutera en septembre 2010 et les enseignements seront dispensés par l'**ENSIETA**, l'**École navale** et **Télécom Bretagne**.

MARS

- Le groupe brestois **Sofibra** (hôtels Océania) continue sa stratégie de développement avec l'ouverture d'un 23^e hôtel à Pornichet en Loire-Atlantique.
- Grass Valley**, filiale du groupe **Thomson**, supprime 26 emplois à Brest. L'entreprise est victime de la forte baisse des ventes d'équipements pour la production d'images télévisées.

AVRIL

- Le fabricant de glaces, le groupe **Rolland** à Plouédern (650 salariés), passe sous le contrôle du numéro 3 européen de la crème glacée, le britannique « **R&R Ice Cream** ».
- L'entreprise **Alcatel Lucent** fait construire 7 500 m² de bureaux près de l'aéroport. Les nouveaux locaux accueilleront le centre de R&D et ses 250 salariés, ainsi que des sous-traitants en régie, soit environ 200 personnes supplémentaires. Livraison en juin 2011.
- ALT** inaugure une plateforme logistique de 20 000 m² dans la zone de Kergaradec, qui devient la plus grande plateforme de stockage du Finistère. Investissement : 10 M€.

MAI

- La société d'économie mixte **Sotraval**, spécialisée dans le traitement des déchets pour le compte des collectivités, investit 10 M€ dans la création d'un centre de traitement des emballages ménagers à Plouédern.
- Le centre commercial brestois, **Le Phare de l'Europe**, est inauguré avec 16 nouvelles boutiques dans la galerie commerciale.
- L'entreprise générale de bâtiment **Colesco** (Ploudaniel, 117 salariés) est placée en redressement judiciaire.

JUIN

- L'**aéroport de Brest Bretagne** complète son panel de destinations : la compagnie britannique à bas coûts **Easy Jet** annonce l'ouverture d'un vol entre Brest et Roissy Charles de Gaulle à partir de septembre 2010 et entre Brest et Lyon à partir de novembre.
- La fusion des trois coopératives **Coopagri Bretagne**, **Cam 56** et **Eolys** donne naissance à **Triskalia**, dont le siège social est situé à Landerneau. 20 000 agriculteurs sont adhérents à ce nouveau poids lourd de l'économie bretonne.
- Le groupe agroalimentaire **Even** (Ploudaniel) poursuit son développement et engage 45 M€ d'investissement en 2010.



Photo : Yvan Breton



Inforem - Observatoire emploi-formation

L'observatoire de l'économie de la zone d'emploi de Brest

Directrice de la publication : Claire Guihéneuf

Réalisation : François Rivoal, Nadine Le Hir, Céline Dagorn (Bmo - Inforem)

Traitements statistiques : Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page : Dynamo+ Brest

Contact : ADEUPA – 24 rue de Coat ar Gueven – 29200 Brest - Tél. 02 98 33 51 71
adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

site web : www.adeupa-brest.fr

Tirage : 600 exemplaires

Dépôt légal : 3^e trimestre 2010

ISSN : 1623-6084

Réf. 10/308